

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 24 juin 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant approbation des actes internationaux suivants :

- a) Accord, fait à Bonn le 18 mars 1993, modifiant l'Accord complétant la Convention du 19 juin 1951 entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut de leurs Forces en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République Fédérale d'Allemagne, signé le 3 août 1959 et modifié le 21 octobre 1971 et le 18 mai 1981;

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 juni 1996 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

- a) Overeenkomst, opgemaakt te Bonn op 18 maart 1993, tot wijziging van de Aanvullende Overeenkomst van 3 augustus 1959, zoals gewijzigd bij de Overeenkomsten van 21 oktober 1971 en 18 mei 1981, bij het Verdrag tussen de Staten die Partij zijn bij het Noordatlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, met betrekking tot de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten;

b) Accord, fait à Bonn le 16 mai 1994, amendant le Protocole de Signature à l'Accord du 3 août 1959 modifié par les Accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut de leurs Forces, en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République Fédérale d'Allemagne",

a donné le 3 juillet 1996 l'avis suivant :

b) Verdrag, opgemaakt te Bonn op 16 mei 1994, tot wijziging van het Protocol van Ondertekening bij de Overeenkomst van 3 augustus 1959, zoals gewijzigd door de Overeenkomsten van 21 oktober 1971 en 18 mei 1981, tot aanvulling van de Overeenkomst tussen de Partijen bij het Noordatlantisch Verdrag nopens de rechtspositie der krijgsmachten betreffende de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten",

heeft op 3 juli 1996 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"... L'urgence est requise car si les accords ne sont pas ratifiés rapidement, le mandat des Conseils d'entreprise actuels auprès des forces étrangères stationnées à l'étranger viendra à expiration, ce qui impliquerait donc, l'organisation de nouvelles élections sociales dans un délai très court, ce que l'Allemagne ne juge pas souhaitable, d'autant plus qu'une telle organisation entraînerait des frais devant être supportés par les Etats Parties et donc par la Belgique".

Toutefois, par lettre du 1er juillet 1996, le ministre écrit :

"Afin de permettre de vous faire parvenir les documents complets relatifs à ces deux traités, je vous informe que je marque mon accord sur le fait que le délai prévu soit prolongé d'une semaine".

*

*

*

OBSERVATION PREALABLE.

L'avis demandé par lettre du 24 juin 1996 l'avait déjà été dans un délai de trois jours, le 21 février 1996.

.../...

Dans son avis L. 24.944/9, donné le 26 février 1996, le Conseil d'Etat avait fait observer "qu'il existe de nombreuses et importantes discordances entre la version française de l'accord du 18 mars 1993 et sa traduction en langue néerlandaise" et avait indiqué que "lorsque le Conseil d'Etat sera à nouveau consulté, il y aura lieu de joindre à la demande d'avis l'accord du 16 mai 1994 tant dans sa version française qu'en traduction en langue néerlandaise".

A la nouvelle demande d'avis du 24 juin 1996 étaient joints deux documents se présentant comme les accords faits à Bonn le 18 mars 1993 et le 16 mai 1994, mais en séance du 28 juin 1996, le Conseil d'Etat releva, à l'examen des pièces, que le document "Accord modifiant l'accord complétant la convention du 19 juin 1951 entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces en ce qui concerne les forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne signé le 3 août 1959 et modifié le 21 octobre 1971 et le 18 mai 1981" ne portait pas de date et n'était en réalité qu'un document paraphé par les négociateurs dudit accord; il est apparu aussi que l'accord du 16 mai 1994 n'était toujours pas joint à la demande. C'est seulement par lettre du 1er juillet 1996, et à la demande expresse du président de chambre, que finalement les textes authentiques des accords auxquels l'assentiment est envisagé ont été communiqués.

Le Conseil d'Etat regrette la manière dont il a été procédé pour le saisir de la demande. En effet, il a ainsi été empêché de donner l'avis dans le délai initialement souhaité, même si, par sa dite lettre du 1er juillet 1996,

.../...

le ministre a marqué "son accord" pour que "le délai prévu soit prolongé d'une semaine"; au surplus, l'erreur deux fois commise, si elle n'avait pas été aperçue, aurait fait courir le risque que des textes inadéquats fussent soumis à l'assentiment des Chambres législatives.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

Afin de respecter la terminologie constitutionnelle et la règle de légistique relative au mode primaire de division d'une énumération, il y a lieu d'écrire en se référant aux intitulés authentiques en français :

"Projet de loi portant assentiment aux actes internationaux suivants :

- 1º Accord, fait à Bonn le 18 mars 1993, modifiant l'Accord du 3 août 1959 modifié par les Accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs Forces, en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne;
- 2º Accord, fait à Bonn le 16 mai 1994, amendant le Protocole de Signature à l'Accord du 3 août 1959 modifié par les Accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut de leurs Forces, en ce

.../...

qui concerne les Forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne".

Arrêté de présentation.

Il ressort de l'article 75, alinéa 3, de la Constitution que les projets de loi portant assentiment aux traités doivent être transmis en premier lieu au Sénat. L'arrêté de présentation sera, en conséquence, rédigé comme suit :

"Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat le projet de loi dont la teneur suit :".

Dispositif.

L'article 83 de la Constitution commande l'insertion d'un article 1er nouveau, rédigé comme suit :

"Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution".

L'article unique de l'avant-projet en deviendra l'article 2; par ailleurs, pour respecter le mode primaire de division d'un article, on divisera l'énumération que contient cette disposition en 1º et 2º, non en a) et b).

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... L'urgence est requise car si les accords ne sont pas ratifiés rapidement, le mandat des Conseils d'entreprise actuels auprès des forces étrangères stationnées à l'étranger viendra à expiration, ce qui impliquerait donc, l'organisation de nouvelles élections sociales dans un délai très court, ce que l'Allemagne ne juge pas souhaitable, d'autant plus qu'une telle organisation entraînerait des frais devant être supportés par les Etats Parties et donc par la Belgique".

Bij brief dd. 1 juli 1996 schrijft de minister echter :

"Afin de permettre de vous faire parvenir les documents complets relatifs à ces deux traités, je vous informe que je marque mon accord sur le fait que le délai prévu soit prolongé d'une semaine".

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het advies waarom verzocht is bij brief dd. 24 juni 1996, was reeds op 21 februari 1996 gevraagd binnen een termijn van drie dagen.

.../...

In advies L. 24.944/9, dat de Raad van State op 26 februari 1996 gegeven heeft, merkt hij op "dat tussen de Franse lezing van de overeenkomst van 18 maart 1993 en de Nederlandse vertaling ervan tal van belangrijke discrepanties bestaan" en heeft hij erop gewezen dat "wanneer de Raad van State opnieuw om advies wordt gevraagd, bij de adviesaanvraag zowel de Franse tekst van het verdrag van 16 mei 1994 alsmede de Nederlandse vertaling ervan moeten worden gevoegd".

Bij de nieuwe adviesaanvraag van 24 juni 1996 waren twee documenten gevoegd, die zich aandienen als de overeenkomst en het verdrag die opgemaakt zijn te Bonn op respectievelijk 18 maart 1993 en 16 mei 1994, maar tijdens de zitting van 28 juni 1996 heeft de Raad van State bij het onderzoek van de stukken opgemerkt dat de oorspronkelijke Franse versie van het document "Overeenkomst tot wijziging van de Aanvullende Overeenkomst van 3 augustus 1959, zoals gewijzigd bij de Overeenkomsten van 21 oktober 1971 en 18 mei 1981, bij het Verdrag tussen de Staten die Partij zijn bij het Noordatlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, met betrekking tot de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten" (vertaling) niet van een datum voorzien is en in feite slechts een document is dat geparafeerd is door degenen die over de overeenkomst hebben onderhandeld; er is ook gebleken dat het verdrag van 16 mei 1994 nog steeds niet bij de aanvraag gevoegd was. De authentieke teksten van de overeenkomst en het verdrag waarmee instemming betuigd zal worden, zijn uiteindelijk pas bezorgd bij brief van 1 juli 1996, op uitdrukkelijk verzoek van de kamervoorzitter.

.../...

De Raad van State betreurt de wijze waarop te werk is gegaan om de adviesaanvraag bij hem in te dienen. Hij heeft immers als gevolg daarvan zijn advies niet kunnen geven binnen de oorspronkelijk gewenste termijn, ook al heeft de minister bij zijn bovengenoemde brief van 1 juli 1996 ermee ingestemd dat de gestelde termijn met een week verlengd zou worden; bovendien zou de fout die tweemaal begaan is, indien zij niet was opgemerkt, ertoe geleid kunnen hebben dat ondeugdelijke teksten voor instemming aan de wetgevende kamers voorgelegd zouden zijn.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Ter inachtneming van de grondwettelijke terminologie en het wetgevingstechnische voorschrift betreffende de eerste indeling van een opsomming, behoort geschreven te worden met referte aan de in het Nederlands vertaalde opschriften :

"Wetsontwerp houdende instemming met de volgende internationale akten :

- 1º Overeenkomst, opgemaakt te Bonn op 18 maart 1993, tot wijziging van de aanvullende overeenkomst van 3 augustus 1959, zoals gewijzigd bij de overeenkomsten van 21 oktober 1971 en 18 mei 1981, bij het Verdrag tussen de Staten die Partij zijn bij het Noordatlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten,

.../...

met betrekking tot de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten;

- 2º Overeenkomst, opgemaakt te Bonn op 16 mei 1994, tot wijziging van het Protocol van Ondertekening van 3 augustus 1959 zoals gewijzigd door de overeenkomsten van 21 oktober 1971 en van 18 mei 1981, tot aanvulling van het Verdrag tussen de Partijen bij het Noord-atlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, betreffende de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten".

Indieningsbesluit.

Uit artikel 75, derde lid, van de Grondwet blijkt dat de wetsontwerpen houdende instemming met de verdragen eerst overgezonden dienen te worden naar de Senaat. Het indieningsbesluit dient bijgevolg als volgt gesteld te worden :

"Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen :".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 83 van de Grondwet vereist de invoeging van een nieuw artikel, luidende :

"Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet".

Het enige artikel van het voorontwerp wordt artikel 2 ervan; bovendien dient men, ten einde rekening te houden met de eerste indeling van een artikel, de opsomming die in deze bepaling vervat is in te delen in 1º en 2º, niet in a) en b).

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.